

Gérance d'immeuble - Syndic - Transaction

VIVIER DORANCE SAS

Siège Social
Parc Euromédecine bâtiment B
95 Rue Pierre Flourens
34090 MONTPELLIER
contact@vivierdorance.com
04 67 40 54 56

Etablissement secondaire
Centre d'Affaires AGATHE bureau 11/14
6 Avenue du Grand large
34300 AGDE
agde@vivierdorance.com
06 80 80 62 46

Comptabilite

mescharges@vivierdorance.com

RCS B.344.866.777.00024 - Carte pro. CPI34022016000014761 Délivrée par CCI HERAULT VALID 04.12.2025 - SAS au capital de 7623 EUR - Garantie et assurance par GALIAN-SMABTP - Siret 34486677700024 - APE 6831z

PRESTATIONS	DÉTAILS	TARIFICATION PRATIQUEE exprimée HT et TTC
9.1. Frais de recouvrement (art. 10-1 a de la loi du 10 juillet 1965)	Mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception /	35 €HT>42 € TTC
	Relance après mise en demeure ;	35 € HT> 42 €TTC
	Conclusion d'un protocole d'accord par acte sous seing privé	150 € HT >180 € TTC
	Frais de constitution d'hypothèque ;	150 € HT >180 € TTC
	Frais de mainlevée d'hypothèque ;	150 € HT >180 € TTC
	Dépôt d'une requête en injonction de payer	150 € HT >180 € TTC
	Constitution du dossier transmis à l'auxiliaire de justice (uniquement en cas de diligences exceptionnelles) ;	321.66€ HT>386 €TTC
	Suivi du dossier transmis à l'avocat (uniquement en cas de diligences exceptionnelles).	321.66€ HT≻386 €TTC
9.2. Frais et honoraires liés aux mutations	Etablissement de l'état daté; (Nota Le montant maximum applicable aux honoraires et frais perçus par le syndic pour l'établissement de l'état daté, fixé en application du décret prévu à l'article 10-1 b de la loi du 10 juillet 1965 s'élève à la somme de 380 €). Opposition sur mutation (article 20 I de la loi du 10 juillet 1965);	316.66 €HT>380€TT <i>C</i> 62.50 €HT>75 €TT <i>C</i>
9.3 Frais de délivrance des documents sur support papier (art. 33 du décret du 17 mars 1967 et <u>R.</u> 134-3 du code de la construction et de l'habitation)	Délivrance d'une copie du carnet d'entretien; Délivrance d'une copie des diagnostics techniques Délivrance des informations nécessaires à la réalisation d'un diagnostic de performance énergétique individuel mentionnées à l'article R. 134-3 du code de la construction et de l'habitation; Délivrance au copropriétaire d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait de procèsverbal d'assemblée générale ainsi que des copies et annexes (hors notification effectuée en application de l'article 18 du décret du 17 mars 1967).	50€HT>60€TTC 50€HT>60€TTC 75€HT >90€ TTC